N° 3419 — 11e Année — CINQ CENTIMES — Lundi 19 Juin 1899

RÉDACTION
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an, 24 francs.

L'EXPRESS DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75
LOCALES . . . . . 1 fr. 00

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas 8 place de Bourse, 10

Téléphone

L'Avenir de Roubaix-Tourcoing

commencera prochainement la publication d'un nouveau feuilleton.

Des hommes d'action

M. Poincaré a échoué parce qu'il a conduit ses négociations comme en temps normal. Il a repris le petit jeu habituel des visites aux chefs de groupes; il a consulté jusqu'à M. Méline lui-même. Et il s'est appliqué à répartir les portefeuilles entre modérés et radicaux, entre députés et sénateurs, de façon à donner satisfaction à tout le monde. Aux radicaux qui protestaient contre le choix de M. Barthou, il a répondu en leur offrant les portefeuilles de la marine et de l'agriculture.

L'éminent député de la Meuse n'a point eu le sentiment des nécessités nouvelles de la situation.

Dans la crise que nous traversons, il faut rompre avec la vieille routine parlementaire. Il ne s'agit point de savoir si les nouveaux ministres seront pris dans tel ou tel groupe, dans telle ou telle assemblée. *Le seul programme qui s'impose* est celui-ci: constituer un gouvernement d'hommes résolus à mettre un terme à l'anarchie créée par les césarisms et les jésuites, et à prendre les mesures énergiques que réclame la défense des institutions républicaines et de la société civile.

En conservant la plupart des anciens collaborateurs de M. Dupuy, et ceux-là même qui s'étaient prononcés pour la loi de désaisissement; en faisant appel à M. Sarrien, dont l'irrésolution empêcha M. Brisson de proposer la révision dès le lendemain de la découverte du faux Henry, alors que le parti des menteurs et des faussaires était encore désemparé; en s'adjoignant M. Ribot au lendemain de sa fâcheuse intervention en faveur du général Mercier, M. Poincaré ne répondait évidemment pas aux espérances que le parti républicain tout entier avait mises en lui.

M. Sarrien est, certes, un vieux républicain, qui inspire confiance à tous. M. Ribot est un homme d'Etat éminent, qui a sa place marquée dans un ministère ordinaire. Mais ils ne passent point pour être des hommes d'action énergique, et c'est précisément ce que l'on attend aujourd'hui.

Les premiers actes du nouveau gouvernement doivent être dirigés contre les officiers indisciplinés et factieux et contre les jésuites. Placé à la tête du ministère de l'Instruction publique, M. Ribot aurait-il consenti à appliquer la loi aux congrégations, à fermer les jésuitières, et à reprendre l'œuvre de Jules Ferry? Nous ne le croyons pas.

En s'obstinant, en outre, à vouloir imposer prématurément la présence de M. Barthou dans un mini-tère d'union républicaine, M. Poincaré augmentait encore les difficultés qu'il avait à résoudre, et nous n'avons point été trop étonnés d'apprendre qu'il avait finalement renoncé à former le nouveau cabinet.

M. Waldeck-Rousseau, à qui le président de la République s'est adressé appartient à la même nuance politique que M. Poincaré, et il semble qu'il n'existe aucune différence, au point de vue des opinions, entre ces deux hommes d'Etat.

M. Waldeck-Rousseau a une réputation de décision et d'énergie qu'il ne tient qu'à lui de justifier. Qu'il évite simplement les fautes commises par M. Poincaré. Qu'il s'adresse à des collaborateurs d'une grande fermeté, et qui aient conscience du danger que court aujourd'hui la République. Qu'importe qu'ils soient plus ou moins modérés ou plus ou moins avancés. Quand nous avons cité les noms de M. Pelletan, de MM. Millerand et Viviani comme ceux de ministres éventuels, ce n'est point en *raison de leurs opinions politiques*, mais uniquement parce que nous les croyons capables de résolutions viriles.

C'est dans le même esprit que nous verrions volontiers entrer dans le nouveau gouvernement des modérés comme MM. Rouvier, Constans, Monis, Renault-Morlière, et des républicains plus accentués comme notre éminent sénateur M. Maxime Lecomte, le nouveau président de la gauche démocratique du Sénat, et comme M. *Ile Lanessan, l'ancien gouverneur* général de l'Indo-Chine.

Il faut agir, et agir vite.

L'indiscipline et l'anarchie se propagent chaque jour davantage dans l'armée. Après les généraux, ce sont les colonels qui se livrent à des manifestations factieuses, qui communiquent leurs lettres et leurs ordres du régiment aux journaux.

Jamais on n'avait assisté à un semblable spectacle. Le cas du colonel de Saxcé, commandant le 10e régiment d'artillerie à Rennes, et communiquant à ses soldats, réunis sur le front de bandière, et après l'exécution de la *Marseillaise*, son différend personnel avec M. de Pressensé, est un scandale comme on n'en avait encore point connu.

Le colonel Rigolet, qui commande le 17e de ligne à Béziers, et qui écrit aux journaux des lettres d'une violence et *d'une grossièreté inouies, caractérise* également la gravité de la situation.

Nous descendons au rang de la malheureuse Espagne. Et le *Petit Journal* nous prouve qu'il y a là un véritable complot prétorien, par ses encouragements, par ses excitations, par son affirmation que tous ces officiers factieux « continueront ».

Qu'on avise donc, et d'urgence! Que M. Waldeck-Rousseau constitue le gouver*nement de salut républicain que* le pays attend. Et, de même que tout Paris s'est levé dimanche pour venger M. Loubet des injures des mucadins et des oeilletons blancs, toute la France républicaine acclamera et soutiendra ardemment les hommes d'action qui auront résolu d'écraser le jésuitisme et le césarisme.

Georges ROBERT.

DE LA POIGNE, s. v. p.

Le premier devoir du prochain gouvernement sera de se montrer énergique afin de réprimer les tentatives d'insubordination et d'indiscipline qui se produisent journellement dans l'armée. Il est indispensable, en effet, de bien affirmer la supériorité du pouvoir civil et de défendre les institutions républicaines menacées aujourd'hui par la faction des prétoriens.

Deux nouveaux faits viennent de montrer combien il est nécessaire de mettre un frein aux manifestations séditieuses de tous les porteurs de galons, en révolte.

M. Krantz, qui demeure chargé de veiller sur la discipline de l'armée, en attendant que son portefeuille ait été enfin attribué à un homme », trouve tout à fait naturel que M. Carrière, qui a requéri dans le procès Dreyfus, donne publiquement, par avance, son avis sur ce procès.

Il se borne à dire « qu'il se documente » et que « si une décision doit intervenir, c'est son successeur qui devra la prendre ».

Et les prétoriens profitent de cette faiblesse. Mercredi dernier, la *Dépêche de Toulouse* insérait dans ses colonnes la petite note suivante de son correspondant de Béziers:

J'ai appris au café — et la nouvelle m'a été confirmée par des soldats du 17e de ligne — qu'à leur retour des manœuvres de Montblanc et de Castelnau, sur la route de Mourèdon, nos fantassins, musique et colonel en tête, sont passés sous des arcs de triomphe garnis de guirlandes de cartouches revêtus de diverses inscriptions! Honneur et Patrie! Pour Dieu et la Patrie!

Pour la patrie, cela va bien; mais pour Dieu, il me semble que c'est sortir un peu de la neutralité de l'Etat laïque.

Rien n'était plus juste que cette critique très sage et très modérée. Puisque tout le monde est militaire aujourd'hui, il faut bien admettre qu'il peut se trouver, dans les rangs, des soldats qui ne sont pas chrétiens et dont la conscience peut être froissée par une manifestation purement cléricale.

Le colonel Joseph Rigollet a répondu séance tenante à ce fait par la lettre suivante:

Je lis dans votre feuille de ce jour, sous la rubrique «Manifestation cléricale», la petite malignepresque que vous y avez insérée.

Il est exact qu'à l'entrée dans notre cantonnement nous sommes passés sous des arcs-de-triomphe portant les inscriptions: « Vive l'armée! » « Pour Dieu et pour la patrie! », inscriptions qui ont provoqué la sécrétion de votre bile, mais qui sont allées droit à notre cœur de soldat et de chrétien, nous consolant ainsi de toutes les turpitudes, de toutes les vilenies perpétrées par des drôles qui en font métier.

Désirant me renfermer uniquement dans mes devoirs et croire avec les gens le moins de relations possible, je vous serai obligé de ne point vous occuper de mon régiment et de respecter chez les autres par esprit de tolérance, des sentiments que vous n'êtes peut-être point encore suffisamment préparé à comprendre.

Colonel Joseph RIGOLLET.

Donnez vous la peine de lire avec soin cette lettre, comptez les injures qui y sont accumulées et dites-nous enfin si vous n'êtes pas persuadés comme nous de la nécessité d'en finir et de rappeler à tous les factieux que l'« Armée » n'a pas à discuter, qu'elle n'a « qu'à obéir », qu'il ne faut pas qu'elle sorte de son rôle de « grande muette ».

Quel que soit le cabinet de demain, il faut que le ministre de la Guerre soit un homme énergique.

LES Forces cléricales

Le pape organise la retraite.

Comme les manifestations dirigées contre la République par toute la séquelle clericale, antisémite et nationaliste ont définitivement échoué, le pape ordonne le rassemblement des forces réactionnaires.

Il écrit à l'archevêque de Paris une lettre mélancolique.

Il nous avait été agréable d'apprendre, dit Léon XIII, que les catholiques français s'étaient mieux étroitement dans le congrès national de Paris en 1897, pour travailler de concert au bien de la religion catholique et de la patrie.

Mais le résultat n'a pas répondu pleinement aux communes espérances...

Je te crois que le résultat n'a pas répondu pleinement aux communes espérances...

C'est donc à recommencer, et il importe de reprendre sans retard l'opération manquée. Dans ce but, le pape demande aux catholiques:

Qu'ils se placent donc résolument sur le terrain des institutions existantes que la France s'est données, pour y travailler à l'intérêt commun de la religion et de la patrie, avec cet esprit d'unanimité et de concorde dont tout bon catholique doit être animé.

Tous républicains! Et en avant contre la République. Nous voilà prévenus.

L'expulsion des jésuites

PÉTITION aux Députés

Le *Siècle* publie le texte d'une pétition adressée à la Chambre des députés, demandant l'application du décret du 29 mars 1880, portant dissolution de l'ordre des jésuites.

Ce décret n'a pas été rapporté, mais il n'est pas exécuté. Jamais les jésuites n'ont tenté des entreprises aussi ambitieuses contre la République que celles pour lesquelles ils se livrent à l'embauchage clandestin d'officiers, de soldats, de magistrats, de bandes antisémites et nationalistes.

En état de conspiration permanente contre nos institutions, acharnés à décourager les hommes qui peuvent les défendre, ils ne reculent devant rien pour mettre à la place de la République parlementaire et libérale un sauveur quelconque, roi, empereur ou dictateur qui serait un instrument entre leurs mains.

Pour atteindre ce but, ils ont compté parmi les plus actifs agents du boulangisme